

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKO CONTACT

7 ROUTE D'EICHHOFFEN

CS 40017

67140 ANDLAU

Code AIOT : 0006700670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement STOCKO CONTACT implanté 7 route d'Eichhoffen - 67140 ANDLAU. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKO CONTACT
- 7 route d'Eichhoffen - CS 40017 - 67140 ANDLAU
- Code AIOT : 0006700670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STOCKO CONTACT exploite des installations de fabrication et de traitement de surface de pièces métalliques étamées et nickelées, à destination des entreprises automobiles et électroniques.

La visite a porté sur les enjeux air et eaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet eaux superficielles	AP Complémentaire du 13/12/2017, articles 4.3.1 et 9.2.2	Sans objet
2	Rejet air	AP Complémentaire du 20/10/2023, articles 5 et 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées lors des mesures des rejets eaux superficielles. Étant donné que ces non-conformités ne concernent que les mesures de concentrations et non les mesures de flux, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

D'autres non-conformités ont été constatées au niveau de la campagne de mesure des rejets airs (au niveau des aérothermes), l'exploitant est en cours d'optimisation et d'investigation pour se remettre en conformité. C'est pourquoi, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Toutefois des justificatifs sont attendus dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet eaux superficielle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/12/2017, articles 4.3.1 et 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux
<p>Prescription contrôlée : La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres, fréquences fixées ci-après.</p> <p>Installation de traitement des eaux industrielles résiduaires</p> <p>(cf tableau)</p>
<p>Constats : En date du 16/04/2024, l'exploitant a transmis par courriel les rapports d'analyses d'eau superficielles du 06/07/2023, du 11/10/2023 et du 07/03/2024.</p> <p>Des non-conformités ont été constatées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au mois de mars 2024, une non-conformité en concentration d'azote global (67,2 mg/L pour une valeur limite d'émission (VLE) prescrite de 50 mg/L) a été constatée mais la valeur limite de flux est respectée pour ce paramètre (2,7 kg/j pour une VLE de 6,5kg/j) ; • au mois d'octobre 2023, une non-conformité en concentration d'azote global (67,9 mg/L pour une VLE prescrite de 50 mg/L) a été constatée mais la valeur limite de flux est respectée pour ce paramètre (1,2 kg/j pour une VLE de 6,5kg/j) ; • au mois de juillet 2023, une non-conformité en concentration de Nickel (4,8 mg/L pour une VLE prescrite de 2 mg/L) a été constatée mais la valeur limite de flux est respectée pour ce paramètre (0,12 kg/j pour une VLE de 0,26 kg/j). <p>Les valeurs de flux étant respectées, il n'est pas proposé de suites administratives.</p> <p>Sur la plateforme GIDAF, les fréquences d'analyses de la température, du débit journalier et de la température ne sont pas respectées. En effet, l'arrêté préfectoral sus-cité prescrit des mesures « en continu » tandis que dans l'application, des valeurs ne sont pas indiquées en week-end ou lors des jours non travaillés.</p> <p>Selon l'exploitant, les rejets sont directement liés à l'activité et la production du site. Cette production est arrêtée et les vannes de rejet vers le milieu naturel sont fermées lors des jours fériés et les week-ends (l'inspection a vu le fonctionnement de son réseau et du rejet de la station d'épuration sur place et a constaté la possibilité de fermer les vannes de la STEP). C'est pourquoi, il n'est pas proposé de suites administratives. Néanmoins, il convient de mieux indiquer les raisons de l'absence de mesures.</p> <p>En décembre 2023, l'exploitant a transmis un rapport d'incident concernant une fuite en eau glycolée dans ses rejets d'eau vers le milieu naturel. Cette fuite a empêché le bon fonctionnement de la station d'épuration avant rejet dans l'Andlau (en perturbant la floculation de la STEP), ce qui a causé des augmentations de concentration en DCO (181 à 232 mg/L pour une VLE de 170 mg/L pour le mois de décembre). La fuite a été repérée et réparée. Les dernières analyses d'eau ne montrent pas de dépassement en DCO (cf constat précédent).</p> <p>Suite à cet incident, des actions correctives ont été mises en place (mise en place d'un bac de rétention de 30 L au niveau des tuyauteries pouvant contenir du glycol, changement de tuyauterie avec installation en cours d'électrovannes et de sondes) ainsi que des actions préventives (par l'ajout d'une mesure de prévention, dont la dernière fiche a été vue par l'inspection, et la modification du contrat de maintenance).</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bac de rétention de 30 L au niveau de l'échangeur, ainsi</p>

que le changement de tuyauterie.

La station d'épuration a été vidangée en date du 09/01/2024 et remise à niveau le même jour. (Un bordereau de suivi des déchets de cette date a été vu par l'inspection et n'appelle pas de remarques).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejet air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2023, articles 5 et 6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet air

Prescription contrôlée :
CF tableaux dans AP

Constats :

Le dernier rapport d'analyses des aérothermes (des chaudières à gaz) datant du 08/02/2024 montre des non-conformités sur 15 des 34 aérothermes du site.

Les concentrations en Oxyde d'azote (NOx) vont de 154 mg/Nm³ (pour l'aérotherme AERO31) à 310 mg/Nm³ (pour l'aérotherme AERO12) pour une VLE prescrite de 150 mg/Nm³.

Des optimisations des appareils sont en cours ainsi que des investigations pour rechercher les causes de ces dépassements.

C'est pourquoi, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. **Néanmoins, des justificatifs de mise en conformités sont attendus dans un délai de 2 mois (plan d'action, échéancier, devis, factures, rapports, étude technico-économique, ou tout élément montrant que l'exploitant se met en conformité).**

La prochaine campagne de mesure de ces appareils de combustion aura lieu vers novembre 2024.

Le dernier rapport d'analyse des laveurs d'air des VLE datant du 29/09/2023 ne montre pas de résultats non-conformes aux prescriptions de son arrêté préfectoral. Ce rapport n'appelle pas de remarques de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des justificatifs de mise en conformités sont attendus dans un délai de 2 mois (plan d'action, échéancier, devis, factures, rapports, étude technico-économique, ou tout élément montrant que l'exploitant se met en conformité).

Type de suites proposées : Sans suite
